

# BRÈVES SECTORIELLES

## Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 20 avril 2026

### Fait marquant

#### La transition énergétique est le grand projet industriel et économique du Royaume-Uni au 21ème siècle selon Ed Miliband

Dans un [discours](#) devant la *Good Growth Foundation*, Ed Miliband a défendu la transition énergétique dans laquelle le Royaume-Uni s'est engagé. Alors que le pays affronte son deuxième choc en 4 ans, les énergies fossiles n'assurent plus sa sécurité énergétique. Sans remettre en cause les permis d'exploitation déjà délivrés, il récuse l'idée selon laquelle une hausse de la production d'hydrocarbures en Mer du Nord, qui ne pourrait être que marginale, permettrait de préserver le pays du futur choc.

Au contraire, il a défendu l'action du gouvernement pour accélérer la production d'énergie renouvelable et relancer un programme nucléaire civil. Il a également annoncé le développement de nouveaux projets sur les terrains inutilisés détenus par des acteurs publics (Great British Energy, MoD, Network Rail, etc.) qui pourraient représenter 10 GW de capacité supplémentaire. Côté demande, le ministre a défendu l'électrification avec une hausse de l'aide à l'installation de pompes à chaleur, portée à 9 000£, pour les ménages dépendants du fioul, une levée des barrières à l'installation de bornes de recharge publiques et une ouverture anticipée de 100 M£ de crédits pour la rénovation énergétique de logements sociaux.

Enfin, le ministre a annoncé de nouvelles mesures pour atténuer la corrélation entre prix du gaz et prix de l'électricité : les projets subventionnés par le régime historique de subvention (Renawble

Obligations) seront invités à basculer sur un Contract for Difference dans le cadre d'un appel d'offre dédié (et sans perdre le bénéfice de leurs subventions) tandis que le taux de la taxe sur la rente inframarginale des producteurs d'électricité décarbonée (Electricity Generator Levy) sera porté de 45 % à 55 %.

## Energie-climat

### Le marché des crédits carbone promis à un grand avenir au Royaume-Uni, selon le dernier rapport de la City of London Corporation

Dans un [rapport](#), la City of London Corporation projette que le Royaume-Uni sera un des pays les plus importants dans le marché mondial des crédits carbone, dont la valeur estimée entre 61,7 et 267,9 Md£ à l'horizon 2050.

Ce secteur soutient déjà l'économie nationale à travers la création de 11 000 emplois (directs et indirects) et une contribution à la valeur ajoutée estimée à 1,2 Md£ en 2025. Il représente autant un levier de croissance des exportations des services financiers britanniques, déjà leaders sur les marchés de l'assurance face aux risques climatiques ou dans la notation des crédits qu'une opportunité d'accroître les investissements étrangers dans l'économie britannique, avec 3,5 Md£ d'investissements déjà annoncés entre 2023 et 2025.

Le rapport nuance toutefois : la taille du marché dépendra pour banque des politiques publiques et la City appelle le gouvernement à renforcer la confiance des acteurs privés dans le marché.

## Industrie

### La poste britannique restreint ses jours de distribution pour renforcer sa ponctualité

Le service postal britannique Royal Mail a annoncé un [plan d'investissement de 500M£](#) devant permettre d'améliorer ses performances de distribution. La mesure la plus emblématique de la stratégie concerne la réduction de la fréquence des envois de seconde classe : ces derniers seront seulement livrés les jours ouvrables en alternance (lundi-mercredi-vendredi ou mardi-jeudi), et ne seront plus distribués le samedi. Les envois de première classe conserveront une distribution quotidienne du lundi au samedi.

Ces mesures répondent à des manquements répétés : en 2024-2025, seuls 77% des premières classes et 92,5% des secondes ont été livrés à temps, alors que le régulateur Ofcom avait fixé des objectifs respectivement de 93% et 98,5%. Ce dernier avait dû infliger une amende de 21M£ à l'entreprise. Royal Mail prévoit d'atteindre 85% de livraisons première classe le lendemain sous neuf mois, et 90% sous douze mois ; pour la seconde classe, 93% et 95% respectivement.

Cet allègement du calendrier de distribution a été rendue possible par la suppression de l'obligation de service universelle (*Universal Service Obligation*) en 2025, qui contraignait Royal Mail à distribuer le courrier six jours par semaine. Royal Mail a été privatisé en 2011 et est détenu depuis 2024 par Daniel Kretinsky, à travers l'entreprise EP Group.

## **Le rachat d'une usine chimique du groupe Venator par le chinois LB Group inquiète les producteurs européens et britanniques**

Le groupe chinois LB Group a obtenu l'[accord](#) du régulateur britannique de la concurrence pour racheter pour 70M\$ l'usine de dioxyde de titane de Venator Materials UK à Teesside, dans le nord-est de l'Angleterre. Le site a été placé en redressement judiciaire en octobre 2025, entraînant la suppression de 270 emplois après plus de cinquante ans d'activité.

L'opération suscite toutefois une forte [opposition](#) d'un ensemble de producteurs européens (*European Titanium Dioxide ad hoc Coalition*) et américains, qui y voient un risque pour la concurrence, les subventions industrielles chinoises permettant à LB Group de vendre à des prix artificiellement bas. Les industriels redoutent aussi un effet d'éviction sur d'autres sites européens et britanniques (comme celui de Grimsby).

Le dioxyde de titane est utilisé dans les peintures, les plastiques et certaines chaînes d'approvisionnement sensibles, notamment dans la défense et les technologies vertes.

Le dossier intervient dans un contexte de durcissement des politiques commerciales vis-à-vis des surcapacités chinoises : l'Union européenne a déjà imposé des droits antidumping sur les importations chinoises de dioxyde de titane, et la *Trade Remedies Authority* britannique a ouvert en mars 2026 une enquête similaire.

# Transport

## La grève simultanée des conducteurs de métro et des chauffeurs de bus de Transport for London (TfL) se poursuit.

La semaine a été marquée par plusieurs grèves dans les transports en commun sur fond de réforme des régimes horaires des conducteurs de métro et de bus.

D'une part, une grève des conducteurs de métro a interrompu le trafic sur plusieurs lignes du 21 au 24 avril après le rejet des syndicats de la proposition de TfL de passer à une semaine de travail condensée sur quatre jours pour les conducteurs. Ils craignent que des journées de travail trop longues n'augmentent la fatigue des opérateurs, menaçant ainsi la sécurité des voyageurs. Malgré des progrès dans les discussions en mars dernier, le syndicat majoritaire RMT accusait TfL d'être revenu sur ses promesses dans un [communiqué](#) samedi dernier, relançant ainsi le mouvement de grève pourtant suspendu jusqu'alors. De nouveaux jours de grève sont prévus du 19 au 20 et du 21 au 22 mai, et, du 16 au 17 juin et du 18 au 19 juin d'après [TfL](#).

D'autre part, le trafic a été fortement ralenti sur sept lignes de bus du 17 au 18 avril et du 24 au 25 avril, à la suite d'un appel à la grève du syndicat [Unite](#) motivé par la publication d'un sondage alertant sur la fatigue des conducteurs. Ainsi, selon le sondage réalisé auprès de 2 000 chauffeurs, la moitié ont eu une « frayeur » due à la somnolence au cours des six derniers mois. Cette grève devrait être reconduite du 15 au 16 mai, selon [TfL](#).

## Les voitures électriques sont désormais en moyenne moins chères que les véhicules thermiques au Royaume-Uni.

Le prix moyen des voitures neuves 100% électriques au Royaume-Uni (42 620£) est désormais inférieur à celui des modèles essence (43 405£) selon les données [d'Autotrader](#), soit un écart de 785£ en faveur des véhicules électriques. Ce nouvel avantage comparatif au niveau de l'investissement initial constitue une étape importante dans la décarbonation du parc automobile, le coût d'exploitation des voitures électriques étant déjà inférieurs depuis longtemps.

Les ventes de véhicules électriques ont représenté 22% des immatriculations neuves au premier trimestre 2026, selon la [Society of Motor Manufacturers and Traders](#). La baisse des prix résulte notamment de la création d'une aide à l'achat publique pouvant atteindre 3 750 £ sur certains modèles (*Electric Car Grant*), de la pression des objectifs du *ZEV Mandate* (qui pousse les constructeurs à octroyer des remises pour atteindre leurs objectifs) et de l'arrivée de concurrents chinois. La guerre en Iran a par ailleurs accentué l'intérêt pour les véhicules électriques en renchérissant l'essence.

## Le gouvernement fait appel de la décision d'un juge sur le taux de TVA des bornes de recharge publiques de véhicules électriques

L'autorité fiscale britannique (HMRC) a annoncé faire [appel](#) d'une décision de la formation fiscale d'un tribunal à Londres qui estime que la TVA appliquée aux bornes publiques de recharge électrique aurait dû être de 5%, et non de 20%. L'affaire avait été remportée en première instance par Charge My Street, une entreprise à but non-lucratif spécialisée dans la recharge de véhicules, qui soutient que les recharges publiques relèvent du taux réduit de la TVA prévu par la loi pour les usages électriques domestiques.

Il s'agit d'un enjeu important pour les automobilistes qui n'ont pas de possibilité de recharge à domicile et paient aujourd'hui une TVA plus élevée sur les bornes publiques que sur l'électricité domestique. Cet écart rapporte environ 85M£ par an au Trésor britannique, un chiffre qui pourrait atteindre 315 millions d'ici 2030, selon [Zapmap](#). Si la décision était confirmée, d'autres opérateurs pourraient également former une requête pour réclamer un remboursement d'impôts payés en trop sur plusieurs années.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres  
[pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr), [karine.maillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:karine.maillard@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie), Martin Meilland, Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard  
Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)